

Produire de la conscience de classe

(Bernard ADRIAN de la section de Commercy, Fédération de la Meuse -
03/03/2021)

Le constat

Au cours de ces vingt dernières années en France :

1. nous avons perdu 100.000 lits hospitaliers
2. le point d'indice de la fonction publique a perdu 20% de son pouvoir d'achat.
3. le SMIC est devenu si insuffisant à subvenir aux besoins d'une personne seule que depuis 2016, la prime d'activité, versée par la CAF, vient le compléter
4. l'immense majorité des salaires s'est rapprochée du SMIC : le revenu salarial moyen est à 20.940 euros par an soit 1.745 euros par mois (soit seulement 19% de plus que le total SMIC + prime d'activité pour une personne seule)
5. le processus de fiscalisation des ressources de la Sécurité Sociale (et des caisses de protection sociale telles que l'UNEDIC ou les caisses de retraites complémentaires) est tellement avancé que nous sommes à deux doigts de la disparition de la Sécurité Sociale dans le budget de l'Etat.

Cette crise-là, celle que vivent les travailleurs en France ne fait pas la une des journaux. Elle n'est malheureusement pas au cœur des débats politiques.

C'est parce qu'aucun parti ni aucun mouvement politique, en dehors de notre parti, n'est en mesure d'en montrer la portée.

Les partis qui se veulent de gauche sont encore englués dans une **pédagogie du renoncement** qui peut prendre deux visages : celui du social-libéralisme d'une part, celui de l'appel à la diminution de la consommation d'autre part. Ces deux tendances se rejoignent en fait contre la classe ouvrière. Bien avant la fondation (proche du PS) Terra Nova, André Gorz, maître à penser des écologistes et écosocialistes avait fait ses "adieux aux prolétariat".

Les problématiques écologiques sont incontestables, à commencer par le réchauffement climatique. Rien n'interdit pour autant de mettre en question, de soumettre à la critique, le discours dominant sur la protection de l'environnement.

Comment pourrions-nous laisser dire (même si c'est la mode) que nous vivrions dans une "société de consommation" alors que tant d'entre nos concitoyens se privent au quotidien, rognent sur leurs dépenses mensuelles ?

Comment pourrions-nous laisser dire (même si c'est la mode) que nous souffrons d'un prétendu "productivisme" alors que les capitalistes détruisent des capacités de production et mettent toujours plus de producteurs au chômage ?

Les idées à la mode, les idées dominantes sont celles de la classe dominante. Notre rôle est de mettre sur la table d'autres idées.

Notre première responsabilité, notre première utilité, c'est de produire de la conscience de classe.

La revendication salariale est celle qui rassemble le plus naturellement un collectif de salariés. Ceux qui désarment le salariat sur cette question, en le culpabilisant sur sa consommation, font œuvre utile au patronat. D'autant que les salaires c'est aussi la protection sociale et le temps de travail (hebdomadaire, annuel et le nombre d'années travaillées avant la retraite).

Nous ne sommes pas tout-à-fait les seuls à proclamer qu'il faut s'attaquer aux profits. Mais nous serons probablement les seuls à dire (parce que c'est l'expérience vécue de la classe ouvrière et que nous portons cette mémoire) que la seule façon réaliste de s'attaquer aux profits c'est d'augmenter les salaires. On peut bien sûr taxer les profits, mais c'est beaucoup trop aléatoire : les capitalistes savent trop bien comment échapper aux impôts et aux taxes.

L'exemple de la CSG est à ce propos éclairant. Créée paraît-il pour faire contribuer le capital à la protection sociale, on s'aperçoit depuis trente ans qu'aux alentours de 10% seulement de la CSG collectée provient des revenus du capital (encore faut-il prendre en compte dans ces 10% la CSG sur les locations de terres agricoles ou d'appartements appartenant à des salariés).

Et en contrepartie la CSG met en danger notre Sécurité Sociale. Ce qui vient de se passer pour l'UNEDIC est flagrant : quelques mois après avoir remplacé la part dite salariale de la cotisation chômage par la CSG, le gouvernement a fait main-basse sur l'assurance chômage et impose aux syndicats unanimes une réforme d'une violence inédite sur les droits des privés d'emploi.

Que faire ?

Commençons par ce qu'il ne faut pas (re)faire. En 2017, nous avons soutenu un candidat sans soutenir son programme. Nous ne pouvions décemment pas, pour les raisons suivantes, soutenir ce mauvais programme pour les travailleurs :

1. après avoir porté avec nous en 2012 un programme refusant la fusion CSG-Impôt sur le revenu et traçant la perspective de la suppression de la CSG, **Mélenchon est revenu à la position PS** qui est de fusionner la CSG et l'impôt sur le revenu. Cette volte face l'a disqualifié pour contrer Macron pendant la campagne sur sa proposition de remplacer la cotisation chômage par la CSG
2. le service civique obligatoire permettrait d'employer au rabais 200.000 jeunes par an sur des postes qui devraient être occupés dans le secteur associatif par des travailleurs qualifiés en CDI et dans les collectivités territoriales par des fonctionnaires titulaires
3. le principe de l'Etat employeur en dernier ressort est contradictoire avec la Sécurité Sociale professionnelle (qui figure aussi dans le programme). Il est lourd de dangers en termes de coercition contre les privés d'emploi.
4. l'abandon du référendum sur l'énergie nucléaire (prévu dans notre programme commun de 2012) conduirait à imposer à nos concitoyens et à nos industries une électricité plus chère, moins fiable, et au final plus néfaste au climat, sans qu'ils puissent s'y opposer
5. l'appel à la diminution de la consommation de viande, qui diminue depuis des années déjà avec le pouvoir d'achat de la majorité de nos concitoyens, n'a pas sa place dans un programme en faveur des travailleurs,

Sur la question de l'énergie nucléaire, le débat est totalement biaisé. Une majorité de nos concitoyens croient que l'énergie nucléaire rejette du carbone dans l'atmosphère, ce qui est faux. C'est le résultat de campagnes démagogiques (évitons de dire "populistes") qui classent tout en "bien" et en "mal". Selon ces campagnes, la nature c'est "bien". l'industrie c'est "mal". C'est au point que les 3.000 décès annuels par cancer du poumon dus au gaz radioactif radon et à ses descendants solides (polonium, etc.) sont quasiment ignorés du grand public. Sans doute parce qu'il s'agit d'un phénomène "naturel" sans lien avec les centrales ni avec l'industrie. Il y aurait pourtant urgence à mettre en place sur tout le territoire national les moyens de mesurer ce phénomène et d'en prévenir les conséquences.

Soutenir Mélenchon ce serait donc soutenir, cautionner, son mauvais programme, Ce serait pour commencer donner notre aval à la disparition de la Sécurité Sociale dans le budget de l'Etat. Ce programme n'était pas publié lorsque nous avons voté en novembre 2016 le soutien au candidat Mélenchon. Cette fois nous n'aurons plus l'excuse d'avoir été pris de court.

Nous devons présenter notre programme et il nous faut un candidat issu de nos rangs pour soutenir ce programme dont les points essentiels seront des droits nouveaux pour les travailleurs (dont la Sécurité d'Emploi et de Formation) et les citoyens (le droit de regard et d'intervention sur l'utilisation de l'argent).

C'est à ce prix que nous remplirons notre mission : celle d'un parti producteur de conscience de classe. C'est à ce prix que nous représenterons un espoir pour les salariés avec ou sans emploi et les retraités de notre pays.

C'est à ce prix que nous lutterons contre l'extrême-droite, la droite, et les démagogues en France, en Europe et dans le monde. Les travailleurs ont besoin non seulement d'un climat préservé mais aussi que s'instaurent les conditions de la paix.

Et puisqu'il faut bien s'allier pour certaines élections, notre ligne de conduite doit être la suivante : pas d'exclusive à gauche : PS, EELV et LFI se valent. Laisser croire que LFI serait plus proche de nous c'est contribuer à créer de la confusion. L'histoire nous a montré combien les discours socialistes peuvent changer selon que ceux qui les tiennent sont au gouvernement ou dans l'opposition. La seule différence entre LFI, d'une part, et PS et EELV, d'autre part, c'est que la première n'a pas encore été au gouvernement. Si les dirigeants de la FI avaient vraiment l'intention de respecter leur programme une fois élus, ils n'y auraient pas ajouté l'inscription de l'absurde et inapplicable "règle verte" dans la Constitution.